

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 150

Artikel: Après les grèves dans la métallurgie genevoise : questions aux syndicats
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028186>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ner spirituellement et physiquement. Il aura besoin à l'avenir d'un espace plus grand pour ses vacances, pour le délassément du week-end. Dans la Suisse de l'an 2000 avec ses 7,5 millions d'habitants on estime que le besoin d'espace et de délassément sera quatre fois plus grand qu'il ne l'est aujourd'hui. Dans cette perspective, le Jura vaudois avec ses vastes forêts, ses pâturages, ses lacs peut et doit devenir une grande zone de détente.

Des complexes alpino-financiers dans le Jura ?

Malheureusement, l'équipement touristique de la Suisse ne se poursuit pas dans le cadre d'un plan d'aménagement du territoire ayant comme but primordial le bien public. Il est trop souvent le fait de « promoteurs » suisses et étrangers pour qui le respect des sites et des paysages n'est pas au premier rang de leurs soucis. Dans les Grisons et au Valais les beautés naturelles sont l'objet d'une mise en valeur fiévreuse. De nouvelles stations, Savognin, Anzère, Thyon, Aminona, qu'Ernest Waibel dans « Construire » appelle justement des « complexes alpino-financiers », ont été aménagées ou sont encore en train de l'être. Mais aménager signifie construire ce qui est immédiatement rentable; les équipements collectifs — routes d'accès, épuration des eaux, incinération des ordures restent en général à l'état d'avant-projet.

En Suisse, chaque saison 30 à 40 nouveaux skilifts sont construits; 800 à 900 fonctionnent actuellement sans compter environ 300 télécabines, télésièges et téléphériques. Leur capacité de transport est de 430 000 personnes à l'heure et les recettes de 5,5 millions de francs en 1948 doivent atteindre 100 millions par hiver actuellement. Cette industrie est donc florissante et de nouveaux projets toujours plus audacieux sont à l'étude: téléphériques pour le Petit Cervin, pour le Feekopf sur Saas-Fee (à 3800 m d'altitude !). Chaque montagne aura-t-elle bientôt son skilift ou son téléphérique ?

Après les Alpes, les « promoteurs » semblent découvrir maintenant les Préalpes vaudoises; on connaît le projet du « Super-Montreux » que le comité « SOS Préalpes » tente de contrecarrer.

Et le Jura ? Est-il déjà un champ de manœuvre pour spéculateurs-promoteurs ? Saint-Cergue subit la pression de Genève et s'est transformée en une station d'hiver de type alpin. A l'autre extrémité du Jura vaudois, à Sainte-Croix-Les Rasses une évolution semblable se dessine: les 20 000 Yverdonnois sont proches. La mise en valeur touristique de l'espace intermédiaire est à peine ébauchée mais le skilift de la Dent est un signe, un symptôme d'une évolution qui, toute proportion gardée — Vaulion ne deviendra jamais, Dieu merci, un Anzère ou un Aminona jurassien — va dans le sens d'un tourisme de masse de type alpin.

Est-ce vraiment la seule forme de tourisme hivernal ? N'est-ce pas méconnaître le profond besoin de détente, de calme qui se fera sentir de plus en plus à l'avenir ? Le tourisme de masse est en train de courir au suicide; pourquoi le citadin irait-il passer ses vacances dans des villes en montagne ? Il préférerait les passer dans des endroits calmes où il est encore possible de se promener tout en jouissant de la nature. Le succès actuel du ski de fond et de promenade n'est pas un engouement passager car il permet à l'homme de se régénérer spirituellement et physiquement loin des villes.

Le Jura, Suède de la Suisse

Il faut que les Jurassiens rendent leur région plus attractive mais ils commettraient une grave erreur en imitant les Valaisans qui ont gaspillé les beautés naturelles de leur canton. Ils devraient plutôt s'inspirer des aménagements de vastes zones de délassément que Finlandais, Suédois et Norvégiens ont créés dans leurs pays — et où les équipements touristiques (pistes, hôtels-refuges) ont été parfaitement intégrés dans une nature aussi ménagée que possible.

La vocation naturelle du Jura central se trouve dans le tourisme pédestre, la pêche, la chasse pendant

l'été, dans le ski de type nordique pendant l'hiver. Les concours de ski du Brassus sont le symbole de cette vocation. La région qui s'étend depuis le Marchairuz jusqu'au Suchet, du Risoux au Pied du Jura doit faire l'objet d'un aménagement d'ensemble et non pas communal. De cette vaste zone de détente la circulation automobile et les exercices militaires seraient bannis.

Le projet de loi fédérale sur l'aménagement du territoire a été récemment publié en même temps que le rapport « Aménagement en Suisse » élaboré par le groupe de travail pour l'aménagement du territoire. S'il n'est pas affaibli par la droite lors des discussions devant les Chambres fédérales sous prétexte qu'il menace la propriété privée, la loi qui en émanera permettra de mener une politique efficace d'aménagement de l'espace qui évitera à la Suisse de demain d'être inhospitalière et inhumaine.

Pierre-A. Goy

Après les grèves dans la métallurgie genevoise: Questions aux syndicats

Quelle est la capacité de lutte de la classe ouvrière ? Quelle est sa visée actuelle: un aménagement constant du système existant ou sa transformation radicale ? Ces questions ont donné lieu depuis quelques années à des réponses diverses voire opposées. A la thèse qui mettait en évidence l'« embourgeoisement » et la « récupération » totale de la classe ouvrière a succédé une vision plus nuancée qui opère une distinction entre l'ancienne classe ouvrière, celle des secteurs traditionnels de l'économie dont les revendications demeurent quantitatives et sectorielles et une nouvelle classe ouvrière, celle des techniciens dont l'optique viserait une transformation complète du capitalisme.

Renouveau des luttes ou revendications traditionnelles

Ces discussions ont été bouleversées depuis deux ou trois ans par l'apparition de grèves sauvages auxquelles personne ne s'attendait dans les pays occidentaux. L'ampleur du phénomène est telle que la Suisse même est atteinte alors que la paix sociale constituait une des caractéristiques majeures du pays. Cependant les grèves sauvages ne permettent pas de découvrir de façon claire les visées profondes de la classe ouvrière: sont-elles un phénomène radicalement nouveau, témoignant d'un renouveau des luttes et de la prise de conscience ou faut-il voir en elles un combat d'arrière-garde qui ne ferait que reprendre, sous des formes nouvelles, les revendications traditionnelles de la classe ouvrière ?

Il est trop tôt pour répondre à ces questions. Toutefois dès maintenant, un problème doit être posé: celui du syndicalisme. Les grèves sauvages ne sont-elles pas un signe de son déclin ? Lors des récentes grèves de Genève, il s'est trouvé de nombreux commentateurs pour prétendre que les syndicats étaient cette fois-ci au pied du mur, voire dépassés. Nous sommes allés poser quelques questions à deux secrétaires syndicaux de la FOMH de Genève dans le double but d'obtenir un complément d'information et d'ouvrir un dossier sur le syndicalisme en Suisse, dossier dont l'urgence est de plus en plus grande:

La FOMH considère-t-elle la grève comme un événement nouveau ou comme un accident de parcours ? Pense-t-elle changer son optique et sa tactique après cet événement ?

La centrale considère-t-elle qu'il y a un problème entre elle et la base ?

Voici les réponses écrites qu'ils nous ont données.

« Le syndicat ne considère pas les événements qui se sont passés à Genève comme un accident de

parcours mais au contraire comme l'apparition au grand jour de tensions qui prennent de plus en plus d'ampleur dans les entreprises et aussi dans la société en général.

« Les travailleurs, comme les citoyens, ont de plus en plus le sentiment confus que la possibilité d'agir sur leur environnement leur échappe.

« Les restructurations des entreprises, tant techniques qu'économiques, provoquent des inquiétudes quant à la sécurité de l'emploi. La faillite de l'économie libérale dans la construction de logements et de l'urbanisation, par les problèmes qu'elle soulève pour les travailleurs, ne fait qu'augmenter et confirmer les craintes des travailleurs quant à leur avenir.

« Face à cette situation préoccupante l'on peut se poser la question de savoir pourquoi les organisations syndicales ont-elles plutôt tendance à s'affaiblir au lieu de se renforcer (ce qui serait logique) ? »

La présence des travailleurs étrangers

« Le premier élément de réponse, et qui a du poids, c'est la présence de nombreux travailleurs étrangers. Il ne faut surtout pas penser au travers de cette affirmation que les syndicats embouchent la trompette de la xénophobie (le nombre de membres et de militants étrangers participant à toutes les instances syndicales le prouve) mais force nous est de constater que du fait que ces travailleurs ne connaissent pas tout de nos structures syndicales, ils continuent à agir et penser selon leurs connaissances et traditions.

« De plus, nos structures démocratiques de consultation et de discussions n'ont pas le panache des actions qui se déroulent dans leurs pays, ce qui peut leur faire minimiser l'action considérable, laquelle peut supporter la comparaison avec l'étranger, des centrales importantes.

« Ils sont de ce fait facilement influençables par tous ceux qui, tant sur le plan suisse qu'étranger et dans le seul but politique, cherchent à détruire les structures démocratiques des organisations ouvrières tant syndicales que politiques. »

L'action des groupuscules

« Si ces groupuscules extrémistes ont toujours échoué dans leur but de destruction des structures de nos organisations, ils facilitent par contre, grâce à leur travail constant de dénigrement mensongère, le désengagement des travailleurs qui manquent de conscience syndicale et politique.

« Ils renforcent le clan des extrémistes patronaux qui n'ont jamais voulu admettre la représentation et la discussion avec des représentants syndicaux dans les entreprises, car tout comme les employeurs de l'ASM, les gauchistes préconisent la dislocation des structures interentreprises au profit du spontanéisme maison. Ce parallélisme déconcertant et la constance des attaques de tous côtés dont sont la cible les syndicats les plus agissants, pourraient laisser supposer qu'il y a entente si ce n'est même pas soutien entre les plus réactionnaires des employeurs et ces professionnels de la révolution. »

Les jeunes travailleurs

« Un autre aspect assez similaire est l'attitude d'une partie des jeunes travailleurs face à l'organisation syndicale. Le manque d'information voulu et maintenu jusqu'à maintenant dans les écoles, y compris les écoles professionnelles, sur le rôle et l'action des organisations professionnelles fait que les jeunes, qui ont un désir violent de justice et d'équité, sont plus sensibles à une certaine forme d'action par méconnaissance de l'action réelle du syndicat et de ses possibilités encore inexploitées.

« De tous ces éléments, les syndicats doivent tenir compte pour l'avenir; et surtout améliorer l'information sur leurs activités.

« En effet, eu égard à l'apathie d'une grande partie des travailleurs telle qu'elle existait ces dernières années, les militants de la base ont poursuivi le combat en tant que minorité active pendant que la majorité des travailleurs s'en désintéressaient ou, de leur propre gré, trouvaient plus confortable de faire confiance à leurs délégués. »

Augmenter la participation des travailleurs

« La question d'une information plus large mise à part, on ne peut pas reprocher aux militants syndicaux d'avoir continué envers et contre tout la lutte dans cette situation difficile, exploitée par le patronat et d'obtenir malgré tout d'importants succès dans de nombreux domaines.

» A part le flottement que l'agitation actuelle peut produire chez certains travailleurs, l'organisation syndicale et ses militants ne sont pas affolés, contrairement à ce que pensent certains, prenant leurs désirs pour des réalités.

» Tout au plus, cette agitation sociale permettra-t-elle peut-être d'augmenter la participation des travailleurs et par là de renforcer l'action démocratique des travailleurs et de leurs syndicats.

» C'est en effet en élargissant le nombre de leurs militants actifs que les syndicats pourront faire inscrire dans la réalité les nombreuses revendications aujourd'hui insatisfaites des travailleurs. »

Les observations des responsables syndicaux appellent trois séries de remarques portant sur quelques points essentiels.

Des nouvelles formes de démocratie économique et sociale

Au-delà des explications économiques, des revendications de salaires, ne convient-il pas de souligner que la grève a constitué une réelle prise de pouvoir par la base ? Au moment où la concentration économique aboutit à une concentration des décisions, la classe ouvrière se trouve de plus en plus éloignée d'un pouvoir qui la manipule sans qu'elle possède les moyens de réagir. A Genève, l'affrontement le plus violent eut lieu dans les deux entreprises dont la direction se trouvait en Suisse allemande. Dans ce sens, il est légitime de voir dans la grève une revendication brutale de démocratie directe, témoignant d'une volonté d'avoir prise sur des décisions qui concernent chaque travailleur. L'exclamation de l'ouvrier gauchiste : « La grève, c'est formidable » auquel répond le militant syndicaliste « La paix du travail a désarmé la classe ouvrière » sont des signes de cet état d'esprit.

On a parlé à propos des grèves de Genève d'une détérioration du climat de travail. Il semble plus juste de parler d'une conscience plus grande des travailleurs de leur pouvoir, de leur droit. Avant de sécuriser l'opinion publique, ne convient-il pas de souligner fortement la lente érosion de nos institutions démocratiques et la recherche sauvage de « nouvelles formes de démocratie » économique et sociale ? La tâche des syndicats ne serait-elle pas de donner à ce mouvement toute son ampleur, toute son efficacité sans essayer de le récupérer ?

L'intégration des travailleurs étrangers

Les grèves actuelles ont pour caractéristique le fait qu'elles réunissent dans un même combat travailleurs suisses et travailleurs étrangers. Il est certain que la présence de ces derniers a été un élément important dans le déclenchement de la grève. Mais est-ce parce qu'ils ignorent le fonctionnement de nos institutions démocratiques ou n'est-ce pas plutôt parce que leur présence en Suisse permet aux ouvriers de notre pays de retrouver une réelle conscience de classe ? L'important n'est pas d'abord de souligner la mentalité syndicale et particulière des travailleurs étrangers mais de constater que les conditions de vie qui leurs sont faites rend possible un réveil de la conscience de classe, parce qu'elles dévoilent une des contradictions les plus flagrantes du capitalisme suisse.

Plus on parle de la nécessaire intégration des travailleurs étrangers, moins on sait comment la réaliser. La seule intégration possible ne serait-elle pas celle qui s'opère dans un combat commun des travailleurs étrangers et suisses ? les syndicats ne sont-ils pas le lieu naturel où cette intégration peut être faite, où ce combat peut être mené ?

Ouvriers d'extrême-gauche et apprentis

Dans leur réponse, les responsables syndicaux regrettent l'attitude des apprentis et mettent gravement en cause l'action des gauchistes. Nous lais-

serons aux organisations regroupant des intellectuels le soin de répondre. En ce qui concerne les ouvriers à la gauche du parti communiste, dont l'action a été essentielle dans le déroulement de la grève, les apprentis qui ont voté des motions de solidarité, ils devraient être pour le syndicalisme, malgré

leur impatience, des rappels permanents des objectifs finaux de la lutte ouvrière. Ce n'est qu'en acceptant cet apport, cette remise en question que les syndicats conserveront leur dynamisme, dynamisme qui dans le cas de la FOMH genevoise explique la mauvaise joie de certains patrons durant la grève.

Environnement et contestation

L'année de la nature aura été, pour le thème de l'environnement, ce que 1968 aura été pour celui de la contestation : une période de divulgation et de diffusion d'idées non pas nouvelles mais auparavant limitées à un cercle restreint d'individus. Mais la comparaison ne s'arrête pas là, car alors elle serait audacieuse et quelque peu gratuite. Nous pensons, au contraire, que la mise en procès de l'environnement est la continuation, dans le domaine spatial, de la contestation. Il y a, entre les deux, une différence externe, qui ne laisse pas toutefois d'être étonnante, inquiétante même : c'est qu'au contraire de la contestation, la mise en question de l'environnement réalise un consensus. Avant d'expliquer notre étonnement et notre inquiétude, il est nécessaire de donner une définition de l'environnement mais, néanmoins, on peut considérer comme acquis, en vertu du consensus, que tout le monde s'accorde à reconnaître que notre espace est devenu malade. L'environnement est une résultante et, par conséquent, il est inutile de chercher à le définir en soi, à moins de prendre le risque de sombrer dans une description sans intérêt. En réalité, il est la transcription visible d'une série de structures et de champs de forces.

C'est donc par rapport au système qu'il traduit qu'il faut chercher à le définir. On peut dire que l'environnement est la projection, dans l'espace, du système socio-économique qui met en œuvre tout un ensemble de moyens pour satisfaire nos besoins fondamentaux et nos besoins dérivés. Or, le système socio-économique actuel secrète une rationalité dont le but est la croissance et, accessoirement, le développement.

En première approximation, on peut dire que la croissance se limite à augmenter globalement des biens et des services économiques, alors que le développement s'intéresserait davantage à une répartition sociale équitable.

Temps et espace

Ce type d'objectif conduit à privilégier le temps par rapport à l'espace. En effet, dès l'instant où il faut atteindre, dans un laps de temps limité, un certain nombre de résultats, on raisonne dans le court terme et on ne se préoccupe pas des coûts qui n'auront de signification économique que dans un avenir relativement lointain. Les dégradations de l'espace,

les gaspillages de ressources et les aménagements urbains défectueux entrent dans cette catégorie des coûts lointains qui, par ailleurs, offrent cette particularité de n'être pratiquement jamais à la charge des firmes privées qui auraient pu les provoquer. Cette accumulation de coûts met en danger la relation homme-espace. Cette relation fondamentale est menacée et, sur ce point, tout le monde est d'accord. Est-ce à dire que tout le monde est responsable ? Indirectement sans doute puisque c'est la satisfaction de nos besoins qui est à l'origine du problème mais directement, il s'en faut. En effet, la rationalité qui déclenche le processus économique a son origine dans certains groupes seulement, appelons-les, pour simplifier, groupes dominants, qui disposent des moyens de mise en œuvre des processus. Ces processus, on l'a dit, sont plus attentifs au temps qu'à l'espace. Cela revient à dire qu'une stratégie de croissance tend à économiser la durée mais à gaspiller relativement l'espace, c'est-à-dire l'environnement. Il est donc inimaginable de songer à protéger l'environnement sans une modification sérieuse de la rationalité en vigueur dans les groupes dominants. Il devrait s'agir même plus que d'une modification.

Environnement et politique

Au terme de cette analyse, nous pouvons expliquer notre étonnement et notre inquiétude. Notre étonnement que les groupes dominants soient parfaitement d'accord avec la mise en procès de l'environnement car ils contribuent ainsi à mettre en évidence l'irrationalité du système qu'ils défendent. Mais la contradiction n'existe pas pour eux, dans la mesure où ils distinguent bien nettement le système socio-économique et sa transcription. Cette abstraction leur permet de traiter l'environnement comme un problème purement technique. Cela signifie qu'ils sont disposés à ne mettre en œuvre que des mesures correctives.

La convergence entre le thème de la contestation et celui de l'environnement n'est donc pas accidentelle. Il s'agit maintenant de savoir quelle est l'orientation qui va prédominer : l'orientation technique ou l'orientation politique ? La première ne peut être que corrective, alors que la seconde peut seule permettre d'imaginer des mécanismes originaux de gestion collective de l'espace.

Centre-gauche au village

« Meyrin deviendra ainsi la première commune suisse de centre-gauche » proclame le tract distribué pour les élections communales et signé de trois partis : chrétien-social, socialiste, entente ouvrière (qui comprend les communistes). La nouvelle de cette coalition a été éclipsée par l'union socialo-communiste en ville de Genève, mais sa signification sur le plan suisse est peut-être plus profonde. Faut-il y voir un signe de cette évolution que l'on décèle au plan national et qui voit les démocrates chrétiens aller vers le centre et esquisser ainsi la possibilité d'une nouvelle majorité ?

Ce n'est pas un hasard si cette coalition a vu le jour à Meyrin, commune où a été construite la première cité satellite de Suisse. Qui dit cité satellite, dit population nouvelle et jeune. Les responsables des trois partis intéressés sont des hommes de trente-cinq ans. Plus rapidement qu'ailleurs, les affinités

traditionnelles entre partis et responsables politiques ont dû céder le pas devant les communautés d'idées et d'action que suscitaient des problèmes nouveaux : intégration des nouveaux habitants, animation d'une cité sans activités professionnelles, nuisances dues à l'aéroport de Cointrin tout proche. L'accord ne s'est cependant pas fait facilement : les chrétiens-sociaux voulaient bien des socialistes, mais leur imposer du même coup les communistes c'était exiger beaucoup à la fois ; les socialistes eux ne tenaient pas à se séparer des communistes dont le programme était identique au leur. Tout s'est arrangé avec l'accord des partis cantonaux respectifs et au prix de quelques subtilités de procédure. Nous avons parlé de signe avant-coureur. Peut-être s'agit-il plus simplement d'un phénomène marginal par rapport à la Suisse comme le sont parfois les événements genevois.